

SORTIR DE LA PÉRIPHÉRIE –

Rapport de
Femmes et villes International
au Centre national
de prévention du crime
sur les leçons tirées des
sessions de réseautage
organisées par
Femmes et villes International
dans le cadre du Forum urbain
mondial tenu à Vancouver,
du 19 au 23 juin 2006

ACTIONS POUR CRÉER DES VILLES PLUS SÉCURITAIRES POUR LES FEMMES ET LES FILLES DANS TOUTE LEUR DIVERSITÉ : DES LEÇONS POUR ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DE LA PRÉVENTION DU CRIME SUR LE PLAN LOCAL

ACTIONS POUR CRÉER DES VILLES PLUS SÉCURITAIRES POUR LES FEMMES ET LES FILLES DANS TOUTE LEUR DIVERSITÉ : DES LEÇONS POUR ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DE LA PRÉVENTION DU CRIME SUR LE PLAN LOCAL

ACTIONS POUR CRÉER DES VILLES PLUS SÉCURITAIRES POUR LES FEMMES ET LES FILLES DANS TOUTE LEUR DIVERSITÉ : DES LEÇONS POUR ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DE LA PRÉVENTION DU CRIME SUR LE PLAN LOCAL





INTRODUCTION

Le présent rapport identifie les mesures pouvant être mises en place – et qui l’ont effectivement été – afin de créer des collectivités plus sécuritaires et plus inclusives pour l’ensemble des femmes et des filles, dans toute leur diversité. Il émerge des sessions de réseautage organisées par *Femmes et villes International* dans le cadre du Forum urbain mondial tenu à Vancouver du 19 au 23 juin 2006. Quatre sessions se sont déroulées sous les thèmes suivants :

- Partenariats durables pour la sécurité des femmes
- Développement d’un modèle : partenariat pour l’égalité dans les grandes villes
- Intégration de l’approche de genre à la gouvernance locale
- Réseaux de connaissance pour la santé et la sécurité des femmes

Ce rapport tient compte des exposés formels et informels, des questions soulevées et des réponses offertes, de l’ensemble des échanges intervenus lors des sessions de réseautage et dans les coulisses du Forum urbain mondial, dans les corridors du complexe résidentiel de l’Université de Colombie-Britannique et à l’*Interurban Gallery* à l’angle des rues Hastings et Carroll, en cours de promenades dans la ville de Vancouver et en tous lieux où les participantEs au Forum ont pris la parole, ont écouté, ont discuté, ont travaillé ensemble à la réalisation de l’objectif commun : la création de communautés sécuritaires et inclusives pour les femmes et les filles, dans toute leur diversité.

Femmes et villes International s’est assurée, ou a contribué à assurer, de la présence active d’un large éventail de participantEs au Forum urbain mondial. IssuEs de multiples réseaux œuvrant sur divers continents, certainEs se sont expriméEs sur la question spécifique de la prévention du crime, d’autres sur les techniques d’intégration de l’approche de genre, d’autres encore sur des projets visant l’inclusion des femmes autochtones ou indigènes, des femmes handicapées ou des jeunes femmes, tout particulièrement lorsqu’elles sont économiquement défavorisées. Les discussions furent animées, les exemples nombreux et l’acquisition de connaissances très tangible. Sont donc ici répertoriées de multiples interventions telles que décrites, conçues, planifiées et/ou mises en branle à travers le monde pour accroître la sécurité et l’inclusion des filles et des femmes, de toutes origines et de toutes conditions, au sein de leurs communautés.

Le présent document fait également état des stratégies envisagées pour augmenter la visibilité des activités de prévention des actes criminels sur le plan local. Souvent abordée selon un angle assez étroit, la prévention du crime est ici au cœur des stratégies d’action et s’articule sur une plus large perspective de développement social. Ce recadrage est, de fait, le résultat d’un recentrage des efforts sur la promotion de communautés plus sécuritaires pour l’ensemble des femmes et des filles. Concentrer l’intervention sur les femmes et les jeunes filles doublement ou triplement marginalisées s’est avéré très efficace dans le développement de collectivités plus sécuritaires pour tous les citoyens et toutes les citoyennes.

Femmes et villes International est persuadée que les interventions décrites ici sont porteuses de grandes leçons en matière de prévention de la criminalité dans son ensemble. La recherche de l’égalité entre les femmes et les hommes peut être regardée comme stratégie de mobilisation pour les communautés, les gouvernements et les organismes de la société civile, comme clé d’accès à bon nombre d’instances décisionnelles au niveau local, et comme élément fondamental dans l’édification de réseaux et de partenariats. Autrement dit, envisager la prévention du crime par le biais d’une approche différenciée selon les sexes peut rendre les activités locales de prévention à la fois plus inclusives et plus holistiques.

Cette approche de genre doit également prendre en compte les recoupements avec les autres dimensions de la diversité et de la marginalisation. Ce fut d’ailleurs un des thèmes récurrents de toutes les sessions de réseautage : comment s’assurer que les actions projetées tiennent compte des recoupements entre discrimination sexiste et discrimination en fonction de la race, de la pauvreté, de l’appartenance aux Premières nations, du handicap physique, de l’âge, de la langue parlée, du statut d’immigrant, etc. ; comment dénoncer les conditions de la marginalisation et de la vulnérabilité qui s’ensuivent ; et comment identifier les approches essentielles à la planification et à l’exécution de stratégies d’intervention.

Ce rapport se divise en quatre volets : le genre, la diversité, les réseautages et les partenariats. Ces thèmes ne s’excluent certes pas mutuellement, mais cette structuration du propos permet d’illustrer plus clairement les multiples types d’actions émergeant d’une approche de genre.



A.

AL.

L'APPROCHE DE GENRE

UNE STRATÉGIE MOBILISATRICE

1

IMPLICATION DE LA POPULATION

Un des constats émanant des sessions de réseautage, ainsi que plusieurs autres rencontres du Forum urbain mondial, est que les actions portant sur les femmes peuvent avoir un effet mobilisateur sur toutes les couches de la population. Créer des communautés sécuritaires et inclusives pour l'ensemble des femmes et des filles transcende tant les intérêts de classe que les différences régionales. La violence faite aux femmes, dans les sphères tant privée que publique, est de plus en plus considérée comme inacceptable par l'ensemble de la société. Les campagnes de sensibilisation et les programmes d'intervention se développent à travers le monde grâce à la mobilisation communautaire qui, menée par les femmes, rencontre un soutien croissant de la population. Des représentantes de Montréal ont éloquemment parlé de l'impact de la tuerie de Polytechnique sur la prise de conscience par la population montréalaise tout entière des conséquences sociales extrêmement négatives de la violence faite aux femmes. Des exemples de ce même phénomène sociétal ont été soulignés un peu partout sur la planète. Pour ne citer que deux des très nombreux documents circulant lors des sessions de réseautage et illustrant cette préoccupation mondiale, mentionnons le guide publié en Amérique du Sud par la CISCSA : [Herramientas para la promoción de ciudades seguras desde la perspectiva de género](#), et le document [Preventing Gender-based Violence](#) mis au point dans la Corne de l'Afrique, l'Est et le Sud africain. Considérer l'élimination de la violence faite aux femmes comme centre névralgique de la prévention du crime est une bonne façon de mobiliser la communauté et l'engager à créer des lieux de vie plus sécuritaires.

2

MOBILISER LES ORGANISMES ISSUS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Plusieurs interventions sont directement liées à la coordination d'activités au niveau des organismes et regroupements émanant de la société civile. Parmi celles-ci, notons la coordination assurée par le *Peel Committee against Women Abuse (PCAWA)* et le *Peel Committee on Sexual Abuse (PCSA)*. L'un et l'autre organismes regroupent approximativement 25 agences, fournisseurs de services et particuliers, ainsi que de 8 à 10 membres sympathisants ou associés, qui travaillent à la coordination des interventions en matière de violence faite aux femmes (agression et viol).

Les deux groupes collaborent régulièrement, entre autres, pour une campagne média de sensibilisation lancée récemment. Ces actions conjointes favorisent la convergence de nombreux organismes autour d'une orientation commune et, conséquemment, permettent de modeler les ressources communautaires et d'influencer l'opinion publique de façon coordonnée.

Un autre exemple nous vient d'un exposé sur la ville de Hanoi, présenté dans le cadre de la session de réseautage sur les grandes villes, indiquant que les groupes de femmes y travaillent à tous les paliers de la structure politique. Cette implication à plusieurs niveaux engendre une mobilisation des organismes de femmes dans un large éventail de secteurs et sur grande variété de problématiques, de la santé à la sécurité, en passant par la gestion des marchés publics.

3

SOUTIEN DES GOUVERNEMENTS SUPÉRIEURS AUX ACTIONS LOCALES VISANT L'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES

Notre préoccupation reste l'action locale, mais plusieurs exposés mettent en lumière l'importance du soutien des gouvernements supérieurs. Un exemple significatif nous vient des Philippines. La ville de Quezon offre une panoplie d'instances, de programmes et d'activités pour répondre aux besoins des femmes, dont des programmes d'intervention anti-violence offerts dans les stations de police locales. L'impressionnante qualité des activités mises en place par la municipalité est un résultat tangible, selon la présentatrice de cette étude de cas, de l'intégration de l'approche de genre dans tout l'appareil gouvernemental national, puissance levier de mise à niveau sur le plan local. Cette intégration découle du soutien direct de l'ACDI aux activités de gouvernance dans les Philippines.

Le Centre des femmes de Bellechasse a, pour sa part, reçu une aide publique dans le cadre du programme gouvernemental québécois [Égalité pour décider](#) qui fut créé pour augmenter la présence des femmes dans les instances décisionnelles locales et régionales. Encore une fois, ce programme émane de l'intégration de l'approche de genre au nombre des priorités du gouvernement du Québec en matière de développement régional.

Plusieurs des projets évoqués ont bénéficié du soutien de Condition féminine Canada et de nombreux projets internationaux ont été réalisés grâce aux programmes de l'ACDI visant l'atteinte de l'égalité entre femmes et hommes. Ces exemples illustrent bien à quel point les dispositifs nationaux en matière d'égalité des sexes peuvent favoriser et encourager l'action sur le plan local.



ÉGALITÉ DES SEXES : INTÉGRATION DE LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE À L'ENSEMBLE DES DOMAINES D'INTERVENTION MUNICIPALE

Une remarque intéressante, lancée par un officier municipal à propos des partenariats avec les groupes locaux de femmes visant la création de collectivités plus sécuritaires et inclusives, mettait en lumière l'importance de bien identifier les deux étapes du développement de tels partenariats. La première étape exigeait de provoquer une prise de conscience, par les instances municipales, de la valeur même de l'intégration du point de vue des groupes de femmes dans la gouvernance ; la seconde permettait aux décideurs de réaliser que ce point de vue est fort pertinent à la résolution d'un éventail de problèmes relevant de leur responsabilité. En d'autres mots, cette perspective féminine s'avérait utile à bon nombre de sphères d'intervention municipale. Cette vision des choses fut illustrée dans une foule de domaines tout au cours des sessions de réseautage et des diverses rencontres du Forum urbain mondial.

1

SANTÉ ET SÉCURITÉ

De plus en plus, des liens sont créés entre la prévention de la violence, la recherche de collectivités sécuritaires et inclusives et les programmes de santé publique. Quelques exemples fascinants de ce lien entre santé et sécurité ont été fournis, en session de réseautage, par les participantes australiennes représentant plusieurs agences de santé et gouvernements locaux. Ce choix a été largement influencé, d'une part, par la recherche de l'Organisation mondiale de la santé sur les coûts de santé liés à la violence faite aux femmes et, d'autre part, par la pression exercée par les travailleuses des services de santé de première ligne et les activistes des Centres de santé des femmes, qui sont quotidiennement confrontées à ce lien organique entre violence et santé publique. L'initiative mise en place dans la région de Victoria, en Australie, est un exemple particulièrement intéressant d'actions établissant ce lien entre santé, prévention de la violence et création de communautés plus sécuritaires. Les avantages découlant de cet amalgame sont multiples en matière de prévention de la violence et de la criminalité en général : la priorité donnée

à la santé tant par la population que par les gouvernements, et l'octroi conséquent de ressources publiques à ce secteur ; l'intérêt du public pour ces questions, basé justement sur cette nouvelle importance accordée par les citoyens aux questions de santé ; l'opportunité de calculer le coût "santé" de la violence et, ce faisant, de fournir de solides données statistiques de type quantitatif au plaidoyer anti-violence ; la possibilité de reformuler cette problématique de façon positive en termes de santé et de mieux-être ; et l'établissement de liens entre les domaines d'intervention et l'expérience pratique de relations avec la collectivité et, souvent, avec différentes communautés. Il y a, toutefois, quelques désavantages à cette convergence et certaines choses sont à éviter, telle la potentielle médicalisation de la problématique de la violence faite aux femmes et, par voie de conséquence, la réduction de cette question à une condition personnelle et privée devant être traitée hors de la dimension collective des relations de pouvoir en société. Le modèle "santé publique" suscite une conception plus sociale de la santé, mais le modèle médical a une telle influence sur notre société qu'il représente un obstacle potentiel. Quoi qu'il en soit et du point de vue de la prévention du crime, cette tendance permet d'identifier de nouveaux partenaires et de nouvelles occasions de redéfinir la position centrale de la prévention du crime dans une perspective de développement social.

Autre exemple d'une action faisant le lien entre santé et prévention de la violence est le guide produit par le Département de santé de la Région de Peel (en collaboration avec le *Peel Committee against Women Abuse* et le *Peel Committee on Sexual Assault*). Ce guide, destiné aux médecins de la région, leur apprend comment poser à leurs patientes les bonnes questions en ce qui a trait à la violence. Nous savons que la signalisation d'actes violents augmente dramatiquement dès que ces questions sont correctement abordées ; nous savons aussi que la plupart des médecins se sentent mal équipés pour poser LA bonne question. Ce guide fut produit à la suite de longues discussions avec les médecins et les travailleurs de première ligne des domaines de la santé et de la prévention de la violence.

Le travail accompli par le *National Network on Environment and Women's Health* (Réseau national Environnement et Santé des femmes), tel qu'exposé lors de la session de réseautage organisée par le NNEWH, illustre bien ce lien entre la prévention de la violence faite aux femmes et la création de collectivités plus sécuritaires, de même qu'entre la discrimination sexiste et l'exclusion en vertu d'un handicap, du statut d'immigrantE ou de l'appartenance aux Premières nations. Dans toutes les présentations en atelier, le lien entre santé et sécurité colorait les stratégies visant la prise de conscience et la mobilisation communautaire, l'intervention "terrain" et, tout particulièrement, la création de réseaux de savoir qui, ralliant les associations et regroupements qui détiennent les informations et les études les plus récentes en ces matières, mènera à des actions bien ancrées dans le réel.

2

PLANIFICATION URBAINE ET SÉCURITÉ

Le réseau sud-américain CISCOSA a produit un document (cité plus haut) qui souligne, dans une mise en page très attrayante, la corrélation entre les plans d'urbanisme et les réglementations municipales d'une part, et la création de collectivités plus inclusives et plus sécuritaires, d'autre part. Ce réseau pose actuellement les premiers jalons d'un projet de trois ans, subventionné par UNIFEM, visant l'acquisition de compétences et de moyens d'action dans des champs d'intervention liés aux politiques de prévention de la violence et à l'intégration de l'approche de genre.

Un des outils les plus employés pour établir ce lien entre sécurité et urbanisme est la marche exploratoire. Invention canadienne, cet outil a traversé la planète pour nous revenir enrichi des nouvelles leçons, nouvelles approches et nouvelles mises en situation rencontrées en route. Le Forum urbain mondial regorgeait d'exemples de ce type : une représentante sud-africaine ayant participé au 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes, tenu à Montréal en 2002, a ainsi fait rapport de son utilisation des marches exploratoires en Afrique du Sud. Les participantes de Cowichan Valley, en Colombie-britannique, ont raffiné cet outil pour son application en région rurale. De fait, une session de réseautage fut entièrement consacrée à la mise sur pied des marches exploratoires.

Il en ressort que, pour être couronnées de succès, les marches exploratoires doivent pouvoir alimenter et influencer les plans d'urbanisme des municipalités. Elles sont d'excellents points de départ des échanges avec les résidentEs, premierEs intéresséEs au niveau local, quant à leur sentiment de sécurité ou d'insécurité dans les lieux publics. Mais, une fois passée l'étape exploratoire

proprement dite, des décisions doivent être prises, via les processus de planification urbaine, quant aux solutions à prioriser et à concrétiser. Deux exemples d'intégration du concept sécuritaire au processus de planification urbaine ont été présentés dans le cadre du Forum urbain mondial, l'un par la ville de Charlottetown, à l'Ile-du-Prince-Édouard, l'autre par la municipalité de Williams Lake, en Colombie-britannique. C'est au cours des cérémonies de remise des Prix Sécurité des Femmes 2004 que le Comité du Ruban Pourpre contre la Violence faite aux femmes, lancé par le maire de Charlottetown, a pris connaissance du succès des marches exploratoires à Cowichan Valley, et a décidé d'utiliser cet outil chez eux. Première conséquence, les résultats d'une marche exploratoire organisée dans un parc de Charlottetown sont désormais intégrés par la municipalité au plan de restauration de ce lieu public. À Williams Lake, la *Women's Contact Society* a bénéficié d'un octroi pour la création de lieux sécuritaires pour les femmes. Une enquête par voie de questionnaires a d'abord été menée auprès du public en général, quant aux lieux communautaires perçus comme sécuritaires ou non-sécuritaires. À la suite de quoi, on organisa une marche exploratoire dans un parc – là aussi – et les résultats de cette marche furent – une fois encore – intégrés au plan de réaménagement des parcs municipaux.

Les marches exploratoires basées sur la sécurité des femmes fonctionnent selon les principes institués plus haut, soit : créer des lieux plus sécuritaires pour les femmes et, tout particulièrement, pour les femmes qui sont doublement ou triplement marginalisées, c'est, si l'identification des problèmes est suivie des mesures propres à les régler, créer des espaces sécuritaires pour tous et toutes. Par ailleurs, les femmes sont généralement plus enclines à exprimer leurs sentiments d'insécurité et, conséquemment, d'amorcer les discussions en ce qui concerne les aspects problématiques d'un lieu donné. L'expérience nous a appris que cette approche, en créant une relation de confiance, permet aux hommes d'exprimer plus aisément leur propre sentiment d'insécurité et favorise, de ce fait, un meilleur processus de développement social.

Une des caractéristiques les plus attrayantes des marches exploratoires reste leur flexibilité. Les marches exploratoires ont été organisées dans un très large éventail de contextes afin d'atteindre des objectifs aussi spécifiques que très variés : l'aménagement de nouveaux édifices (et particulièrement les grands immeubles publics comme les hôpitaux) ; l'aménagement de quartiers résidentiels ; l'évaluation sécuritaire des systèmes de transport ou des campus collégiaux ou universitaires ; ou l'amélioration des conditions d'utilisation des parcs publics (telle que décrite ci haut).

Autre avantage significatif des marches exploratoires ? Cette technique est très simple à appliquer. Tout ce que cela demande, c'est un groupe de personnes utilisant régulièrement les lieux en question et unE responsable de l'animation qui mènera les discussions du groupe. Il est toujours possible de recourir à des procédés plus complexes, mais ce n'est pas nécessaire. Comme mentionné plus tôt, la question cruciale reste l'exécution des recommandations. Tout le processus enclenché par la marche exploratoire peut en effet tomber à plat pour cause d'absence ou insuffisance de pouvoir d'influence au cœur même de la structure municipale décidant de ces questions. Le procédé initial est flexible et convivial, mais ne sert à rien s'il ne se concrétise pas. Il peut même, s'il n'est pas suivi de résultats tangibles, engendrer d'importantes frustrations au sein de la communauté.

3

DES COLLECTIVITÉS PLUS SÉCURITAIRES GRÂCE À L'APPROCHE CULTURELLE

Parmi les approches visant la création de collectivités plus sécuritaires et inclusives, qui furent mises en lumière par le Forum urbain mondial, notons l'utilisation de la culture comme véhicule de promotion auprès des jeunes qui semblent plus réceptifs à ce mode d'expression. Dans Bellechasse, le Centre des femmes mène actuellement, avec les écoles secondaires locales, un projet de développement de Charte des villes et villages sans violence. Les modalités de développement de cette Charte reposent sur le choix que font les étudiantEs parmi une vaste gamme d'activités culturelles de création.

Un autre exemple intéressant vient de Sao Paulo, au Brésil, où les participantEs d'un projet universitaire ont travaillé auprès d'adolescentes provenant des quartiers les plus pauvres de la ville. Ce projet, en apprenant aux jeunes filles à fabriquer des poupées traditionnelles qu'elles pourraient vendre sur les marchés, associait éducation citoyenne, sensibilisation à la prévention de la violence et développement économique. Dans ce cas, l'expression culturelle est directement liée à l'émergence d'un sentiment de légitimité citoyenne à la sécurité tant personnelle que communautaire, et à l'atteinte de l'indépendance économique.

Une dernière manifestation de ce lien entre culture et sécurité nous vient de Montréal et utilise l'expression culturelle pour éveiller la population aux questions d'urbanisme sécuritaire. D'immenses bannières dépeignant des zones montréalaises clairement non sécuritaires ont été affichées à la vue du grand public afin de démontrer, graphiquement et esthétiquement, toute l'importance de penser la Ville d'un point de vue sécuritaire.

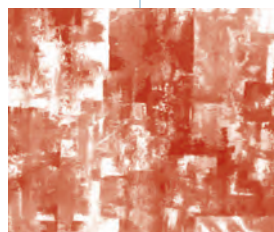
4

INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS

La création d'espaces sécuritaires – immeubles municipaux ou places publiques – est un autre domaine d'intervention municipale qui peut bénéficier de l'appui des groupes de femmes préoccupées de sécurité communautaire. Par exemple, la municipalité de Kuujjuaq prévoit la construction d'un Centre de mieux-être où tous les membres de la communauté seront bienvenus, qu'ils participent aux activités, soit à la recherche d'information ou de consultation, ou qu'ils profitent, tout simplement, d'un lieu vraiment sécuritaire. Le regroupement des organismes locaux de femmes et les agences communautaires sont à planifier le type de programmes pouvant être utile au Centre de mieux-être, incluant de la documentation sur la prévention de la violence, l'égalité des femmes et des hommes, etc..

À Williams Lake, il s'agissait de créer, au centre-ville, des lieux sécuritaires qui puissent accueillir les gens confrontés à des situations à risque ou non sécuritaires. Cette initiative permettant le développement d'une collectivité sécuritaire, inclusive et dotée d'une meilleure qualité de vie, a bénéficié de la collaboration de la Ville et a été, conséquemment, incluse dans les politiques municipales d'aménagement des espaces publics.

Nous aurions pu ajouter à cette liste les politiques municipales relatives à l'inclusion de la diversité ethno-culturelle, mais nous avons préféré traiter de ce sujet comme catégorie à part entière.





À travers le monde, les autorités locales – comme tous les niveaux de gouvernement – sont confrontées au défi d'intervenir par-delà les multiples chevauchements de la diversité. Notre focalisation sur les femmes ne doit absolument pas être vue comme excluant les autres formes de marginalisation, au contraire ! Toute la question du recoupement entre la condition des femmes et, tout particulièrement la dimension ethno-culturelle de la diversité, est au centre de nos préoccupations.

Le travail accompli à Regina par l'organisme *Women of the Dawn*, un service de *counselling* aux femmes autochtones, en est un bon exemple. Entre autres résultats de leur association à *FVI*, l'organisme est à planifier une marche exploratoire en lien direct avec la campagne nationale de sensibilisation au sort des femmes autochtones portées disparues. Les représentantes de *Women of the Dawn* ont pris connaissance de l'existence des marches exploratoires auprès d'autres participantes au projet de partenariat de *FVI*, et compris tout le profit qu'elles pourraient en tirer pour mettre en lumière le cas particulier des femmes autochtones dans le cadre de la campagne nationale traitant de cette question.

Autre développement illustrant cette convergence entre sexisme et diversité, la création, en septembre 2005, du Conseil des Montréalaises, instance consultative de la Ville de Montréal née des pressions exercées par la collectivité durant le Sommet de Montréal. Les membres du Conseil étant de toute provenance, surtout en termes de diversité ethno-culturelle, cette instance risque de se montrer plus attentive aux questions touchant l'ensemble des femmes, de toutes conditions et de toutes origines.

Un projet de la Région de Peel, mené par le *Peel Committee on Sexual Assault* et le *Peel Committee against Women Abuse* et clairement ouvert à la diversité, s'adressait aux petits enfants, à leurs familles et à leurs éducateurs et éducatrices. Parmi les outils développés par le projet et destinés à la prévention de la violence, notons la production d'un jeu de blocs dont les faces portaient des illustrations faisant référence à la diversité. Cet ensemble pédagogique et éducatif a été conçu avec soin afin de refléter la diversité même de la population de Peel, dont plus de 50 % est née à l'extérieur du Canada.



L'INTERCONNEXION QUI BONIFIE LE SAVOIR ET L'ACTION

Les quatre sessions de réseautage furent, en soi, de belles expériences de développement et de consolidation des réseaux. Des contacts, amorcés par courriel, devinrent conversation puis discussion et permirent de plus nombreux et plus profonds échanges autour de projets spécifiques de perspectives communes, de possibilités de financement et de domaines d'action prioritaire. Des témoignages touchant le transfert d'expertise sociale et l'exemplarité des projets pilote déjà mentionnés, ont marqué chacun des ateliers – ainsi, le projet d'Afrique du Sud qui applique à son propre contexte la pratique montréalaise des marches exploratoires ramenée du 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes, et celui de Charlottetown qui bénéficia du savoir développé en cette matière par le groupe de Cowichan Valley. L'un et l'autre projets ont été couronnés par les Prix Sécurité des femmes, mis sur pied par *Femmes et villes International*, et ont participé à la cérémonie de remise des prix. Par ailleurs, nous avons pris connaissance du nouveau projet, financé par UNIFEM, que le réseau sud-américain CISCOSA met en place à Rosario (Argentine), Bogota (Colombie) et Santiago (Chili), et nous nous sommes entendues pour maintenir et développer les liens entre nos deux réseaux.

Les résultats palpables de ce réseautage sont à comptabiliser en termes d'échanges pratiques autour de projets concrets, de diffusion de connaissances et de support mutuel.

1

ÉCHANGES TOUCHANT DES PROJETS CONCRETS

Les efforts de réseautage entre *Femmes et villes International* et la CISCOSA, portant sur la meilleure façon de participer au projet du réseau sud-américain et d'en tirer des apprentissages tout en y ajoutant notre expertise, ont déjà été mentionnés et sont un exemple très concret des avantages tout aussi concrets de cette mise en réseau. Le contact a été établi dès avant le 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes, organisé à Montréal par FVI qui, de son côté, envoya des participantes au 2^e Séminaire, organisé à Bogota, en Colombie, par la CISCOSA. Le Forum de Vancouver, et tout particulièrement les sessions de réseautage, ont fourni aux représentantes des deux réseaux l'occasion d'échanger documents, informations et bonnes idées, tout en ayant l'opportunité de mieux se connaître et se comprendre. Ce type de contact personnel est essentiel

au bon fonctionnement d'un réseau par-delà la distance et les différences de langues et de cultures.

Autre exemple d'échange entre réseaux, les conversations entre représentantes des projets canadiens au Forum urbain mondial et les représentantes australiennes d'un projet de partenariat entre les gouvernements locaux et les organismes communautaires regroupant les femmes et portant sur les liens à faire entre la santé, la prévention de la violence et la création de collectivités plus inclusives et plus sécuritaires. La chercheuse principale du projet australien est membre de *Femmes et villes International* et, conséquemment, nous avons offert aux participantes canadiennes la chance de partager expérience et connaissance avec leurs collègues australiennes. Ce lien entre santé, sécurité et prévention de la violence ayant clairement allumé l'intérêt des représentantes canadiennes, on assista à un bel échange d'information, de ressources et de références.

Cette opportunité offerte aux participantes canadiennes, impliquées dans le projet de partenariat de *Femmes et villes International*, d'échanger et de partager leur expérience avec d'autres femmes travaillant à l'intégration de l'approche de genre à la gouvernance locale, à la prévention du crime, à l'intégration harmonieuse de la diversité, etc., est un autre résultat concret de ces réseautages.

Notre propre expérience illustre bien la valeur ajoutée du face-à-face, réseautage en direct que ne peuvent remplacer les communications électroniques. Conséquence directe de ces rencontres, nous avons déjà des dossiers qui se concrétisent, telle la décision de la ville de Regina de recourir aux marches exploratoires ou le transfert d'expertise de la Région de Peel à la municipalité de Williams Lake qui entend reproduire cette démarche anti-violence.

Ce réseautage en face-à-face est aussi très avantageux lorsqu'il est question de futurs projets en collaboration. Par exemple, nous avons discuté d'initiatives conjointes potentielles entre FVI et *ONU Habitat - Villes sécuritaires*, portant sur la faisabilité de l'organisation en Asie du 3^e Séminaire international sur la sécurité des femmes. Ce type d'événements requiert la collaboration de multiples réseaux et de nombreuses ressources, et bénéficie grandement de ce réseautage direct et personnel.

2

DIFFUSION DES CONNAISSANCES VIA LES RÉSEAUX

Exemple très spécifique de ce phénomène, le Women and Environment Magazine qui, outre qu'il soit une source d'information de première classe en ce qui a trait à l'ensemble des questions relatives à l'accès égalitaire des femmes à l'espace et aux ressources, est un authentique projet émanant des réseaux - et, bien sûr, d'individus fort dévoués. Portant sur le *Women Plan Toronto* et le *Toronto Women's Call to Action*, le dernier numéro du magazine a été distribué au Forum urbain mondial (grâce au soutien financier de Ressources Humaines Canada). Illustrant les liens de réseautage du *Toronto Women's Call to Action* avec, entre autres, *FVI*, le contenu éditorial du magazine renforce la notion de réseautage et ouvre la voie au transfert de connaissances sociales par-delà les frontières et les cultures.

De façon générale, nos sessions de réseautage ont donné lieu à la diffusion de connaissances et de savoir. Toutes les participantes ont déclaré avoir appris de ces sessions, démonstration irréfutable de la fonction de vecteur d'information de l'interconnexion des réseaux.

3

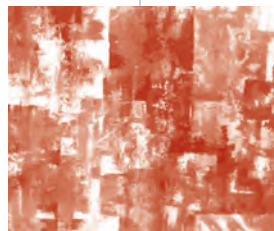
OUTIEN MUTUEL ET INFLUENCE POLITIQUE

Parmi les leçons tirées du réseautage, retenons le rôle que peuvent jouer les réseaux interconnectés en matière de soutien mutuel et d'influence politique. Le projet "*A City for all Woman Initiative / Initiative: une ville pour toutes les femmes*" (CAWI/IVTF), implanté à Ottawa, utilise les liens internationaux établis via le réseau *FVI* et les réseaux mondiaux de la Fédération canadienne des municipalités, d'au moins deux façons différentes. Ces liens sont d'abord utiles à l'organisme dans son intervention comme représentant de la société civile au sein des partenariats avec le gouvernement local lorsque des projets internationaux sont présentés à Ottawa, mais aussi comme levier de l'action municipale en soulignant l'importance de maintenir et poursuivre les engagements et les projets sur le plan

international. Ils jouent également un rôle crucial pour les femmes qui, œuvrant au sein des organismes communautaires, sont impliquées dans le projet CAWI/IVTF. Ce réseautage international leur permet d'être partie prenante d'actions globales beaucoup plus vastes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de prévention de la violence faite aux femmes et de la création de collectivités plus sécuritaires et inclusives. De plus, et de façon plus pratico-pratique, comme ces réseaux internationaux comptent souvent parmi leurs membres les pays dont sont issues certaines de ces femmes, elles y trouvent une valorisation de leurs connaissances linguistiques et culturelles.

D'un autre côté, le soutien aux projets locaux est fort important pour les réseaux nationaux et internationaux. Le programme international de la Fédération canadienne des municipalités doit pouvoir faire appel aux projets développés par les gouvernements locaux et la société civile si elle veut pouvoir illustrer, justement, les avantages de la participation de la société civile à la gouvernance locale. *Femmes et villes International* est encore plus dépendante de ce soutien aux projets locaux, dans la mesure où son membership est précisément constitué de gens qui sont directement impliqués dans l'action au niveau local. L'appui de *FVI* à ces projets locaux est essentiel à leurs activités de levée de fonds, tout comme il est essentiel pour *Femmes et villes International* de pouvoir faire état du soutien des organismes de base pour assurer le financement des activités de réseautage. *ONU Habitat – Villes sécuritaires* est également impliqué dans des liens réseaux avec *Femmes et villes International* et, de même, le soutien de *FVI* est utile à l'organisme onusien en cela qu'il conforte l'appui des organismes de base à son action.

Des corrélations peuvent clairement être établies entre les leçons à tirer des efforts de réseautage et celles qui émergent des expériences de partenariat. Nous avons traité séparément ces deux aspects afin de préciser les liens plus formels qu'exige le partenariat.





Il y a beaucoup à apprendre de l'éventail d'actions pratiques qui ont été réalisées, par le biais de partenariats entre gouvernements locaux et groupes communautaires de femmes, afin de mettre sur pied des collectivités plus sécuritaires et plus inclusives pour l'ensemble des femmes et des filles et, conséquemment, pour tous et toutes.

[1]

PLANIFICATION URBAINE

Le partenariat entre la *Women's Contact Society* et la municipalité de Williams Lake a mené à la planification d'une communauté plus sécuritaire et inclusive. L'identification des lieux non-sécuritaires a mené la municipalité à apporter des améliorations dans un parc du centre-ville.

[2]

FORMATION DES RESPONSABLES MUNICIPAUX

À Charlottetown, le Comité du Ruban Pourpre, lancé par le maire, a assuré une formation de grande envergure en matière de prévention de la violence au niveau municipal, du Conseil de Ville aux administrateurs, chefs de services, fonctionnaires et travailleurs dans tous les domaines d'intervention de la Ville.

À Ottawa, *Initiative : une ville pour toutes les femmes*, en partenariat avec la ville d'Ottawa, teste un guide sur l'intégration des notions de genre et de diversité dans les différentes étapes de développement et d'applications des politiques municipales. Le guide est actuellement à l'essai auprès des Services communautaires et de Protection.

[3]

COORDINATION DES SERVICES

Le travail accompli dans la Région de Peel par le *Peel Committee against Women Abuse* et le *Peel Committee on Sexual Assault* a permis la coordination d'un grand nombre de programmes et d'agences d'intervention de première ligne, dont le Service de police et le Département de santé de la Région de Peel. Cela garantit qu'un secteur extrêmement important de la prévention des activités criminelles est mieux coordonné et, de ce fait, plus apte à livrer des services plus efficaces et performants pour la région.

[4]

SERVICE AUX POPULATIONS PARTICULIÈREMENT MARGINALISÉES

Les services de consultation *Women of the Dawn*, à Regina, s'adressent aux femmes autochtones et, tout particulièrement, à celles qui ont vécu le traumatisme des pensionnats autochtones. Outre son travail de consultation, l'organisme est lié au programme *Action for Neighbourhood Change*, du centre-ville de Regina, et, de ce fait, impliqué également dans des programmes reposant sur des partenariats entre la société civile et les trois niveaux de gouvernement. La mobilisation et l'implication de la population autochtone sont évidemment cruciales au succès de toute intervention dans le centre nord de Regina.

[5]

DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS

À Kuujuaq, le partenariat entre la municipalité, les groupes communautaires et les agences de services a nettement amélioré les plans du Centre de mieux-être. Ce centre contribuera largement à la sécurité, l'inclusion et la santé générale de la collectivité. La participation de la communauté à la programmation du centre est cruciale si l'on veut s'assurer d'un fort soutien de cette même communauté. Inversement, ce soutien communautaire est essentiel à la réussite du centre au quotidien.

[6]

RECHERCHES

Le projet de recherche australien enquêtera sur les multiples façons dont les partenariats entre les gouvernements municipaux et les organismes et agences promouvant la santé des femmes construisent concrètement des collectivités plus sécuritaires et inclusives. Ce projet de recherche est lui-même issu d'un partenariat, ce qui, évidemment, augmente les chances que les partenaires gouvernementaux accueillent ses résultats et appliquent ses recommandations. Quoi qu'il en soit, l'enseignement de cette recherche ne concerne pas que les partenaires. La diffusion des résultats et conclusions de l'enquête fournira à d'autres communautés à travers le monde les techniques permettant de construire de vrais partenariats entre les gouvernements locaux et les organismes communautaires travaillant à la santé des femmes.

À Ottawa, un partenariat de recherche entre la CAWI-IVTF et des chercheurEs des universités d'Ottawa et de Carleton, s'est penché sur les schémas de déplacement/mobilité des populations autochtones et immigrantes, vers et à l'intérieur de la ville d'Ottawa. Cette recherche permettra une meilleure compréhension des facteurs qui motivent ces populations à choisir, pour y vivre, l'un ou l'autre quartier d'Ottawa. Ces facteurs sont, entre autres, le prix des loyers et/ou des maisons, la proximité d'équipements communautaires, les services de transport public et... le sentiment de sécurité. Grâce à cette recherche, IVTF est en bien meilleure position pour exiger qu'on améliore les politiques et règlements municipaux ayant un impact sur la qualité de vie des populations autochtones et immigrantes, et qu'on fasse d'Ottawa une ville plus sécuritaire et plus inclusive. Tout comme pour le projet australien, les résultats et conclusions de cette recherche seront largement diffusés pour le bénéfice d'autres chercheurEs et d'autres collectivités intéresséEs par ce qui influence la mobilité urbaine des populations marginalisées.

7

SANTÉ PUBLIQUE

Le Centre des femmes de Bellechasse a beaucoup travaillé avec plusieurs groupes de femmes (survivantes du cancer du sein, jeunes femmes, population en général) à lier la santé, l'estime de soi, l'information touchant la prévention de la violence ou les services communautaires et, ce faisant, il a œuvré à bâtir une communauté plus inclusive. Dans la Région de Peel, le travail accompli pour contrer la violence touche directement les services de santé publique et de maintien de l'ordre relevant du gouvernement régional, en ce qu'il les oblige à prendre conscience de l'impact de la prévention de la violence sur leurs domaines d'intervention. Il introduit également une définition plus ouverte de la prévention de la criminalité. L'exemple australien, tel qu'indiqué plus haut, établit ce lien direct entre la santé des femmes, la prévention de la violence et la création de collectivités plus sécuritaires et plus inclusives.

8

SENSIBILISATION DE LA POPULATION

Provoquer une plus grande prise de conscience au sein de la population, quant à la nécessité de donner une définition plus vaste à la prévention du crime et l'importance de mener des actions concrètes en faveur de collectivités plus sécuritaires et inclusives, est une façon parmi d'autres de presser les gouvernements locaux à agir. Les activités de plusieurs des partenariats entre organismes communautaires et municipalités, ici décrits, comportaient d'ailleurs une dimension "éducation du public" fort importante. Par exemple, le Comité du Ruban Pourpre, mis

sur pied par le maire de Charlottetown, a apposé sur tous les véhicules municipaux des affiches portant sur les coûts de la violence conjugale. Ainsi, ce message décliné en termes de coûts personnels, sociaux, politiques et économiques de la violence conjugale est extrêmement visible dans tout Charlottetown. À Williams Lake, la *Women's Contact Society* présente régulièrement les progrès réalisés par le biais de leur partenariat avec la Ville dans le cadre des assemblées municipales, parce que les séances du Conseil de ville sont couvertes par les médias. De cette façon, le travail accompli par ces partenaires pour la création d'une collectivité plus sécuritaire et inclusive a plus de chance d'être porté régulièrement à l'attention de la communauté.

9

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Entre autres leçons à tirer, notons que certains des partenariats étudiés sont devenus partie intégrante du développement de l'ensemble de la communauté. C'est le cas pour Williams Lake, collectivité extrêmement préoccupée par sa capacité à diversifier ses assises économiques actuellement très axées sur les ressources naturelles. Parmi les éléments clé qui permettront cette diversification, soulignons la création d'un fort sentiment d'attachement à la qualité de vie de Williams Lake, à son image de communauté accueillante où il fait bon fonder une famille et élever des enfants. Le haut niveau de violence de toutes formes qui affecte actuellement la communauté fait partie de ce qui doit changer, et le partenariat entre le Conseil de ville et la *Women's Contact Society* peut être considéré, par son aspect "développement communautaire", comme crucial dans l'évolution future de Williams Lake.

10

LES LEÇONS DU PARTENARIAT

Les partenariats entre gouvernements municipaux et groupes communautaires de femmes illustrent bien ce qui a été dit plus haut, à savoir, que le travail accompli en termes de prévention de la violence peut mener à des actions transversales dépassant largement les frontières des différents domaines d'intervention municipale. Ils peuvent donc, partant d'une perspective de développement social, intégrer la prévention du crime à un large éventail de secteurs d'intervention municipale et créer un ensemble d'activités plus visibles, accessibles et généralisées, qui auront pour impact commun de mettre sur pied des collectivités plus sécuritaires et plus inclusives pour l'ensemble des femmes et des filles, quelles que soient leurs conditions ou leurs origines, et, conséquemment, pour tous et toutes.



CONCLUSION

Les quatre sessions de réseautage organisées par *Femmes et villes International*, dans le cadre des activités du Forum urbain mondial, furent une belle occasion de faire le point, mais également de mieux comprendre et d'apprécier la façon dont les actions des groupes et des collectivités à travers le monde contribuent à créer des communautés plus sécuritaires et plus inclusives. La vive prise de conscience qui ressort nécessairement de telles rencontres, permet de réfléchir aux liens existants entre les différents types d'actions, dans différents contextes culturels, linguisti-

ques, politiques, sociaux et économiques. Expression de cette réflexion, le présent rapport tente de tirer profit des leçons apprises en ce qui a trait à la création d'une plus grande visibilité et d'une action plus considérable en matière de prévention du crime par le biais du développement social et par celui des activités des groupes communautaires de femmes, via leurs réseaux, leurs partenariats et, surtout, leur attachement à l'établissement de collectivités plus sécuritaires et plus inclusives pour l'ensemble des femmes et des filles dans toute leur diversité, et, ce faisant, pour tous et toutes.